

Présentation

Bonjour à toutes et à tous. Bienvenue à la dernière séance de la treizième semaine de *Eyes on Gaza*. Lorsque nous avons commencé à organiser ces rencontres quotidiennes pendant la guerre d'Israël contre l'Iran, c'était par urgence, conscients de la nécessité de maintenir notre regard sur les atrocités commises à Gaza. Depuis, nous avons continué à regarder droit devant nous. Mais d'où regardons-nous ? Quelle est notre position en tant que spectateurs, y compris pour ceux d'entre nous qui s'opposent à ce qui se déroule ? Souvent, notre regard se positionne comme refus. Regarder, c'est résister, déclarer que ces atrocités ne se font pas en notre nom. Pourtant, nous sommes en grande partie tous complices, partenaires de cette destruction continue. Comment ce fait – la position même de notre regard, ainsi que notre capacité à observer le regard lui-même – affecte-t-il notre capacité à agir, à perturber, à refuser ?

Aujourd'hui, nous accueillons la professeure Ayelet Ben-Yishai, qui a contribué à faire d'*Eyes on Gaza* ce qu'il est, et dont le travail académique et militant incarne le lien intime entre pensée et action. Ayelet est professeure de littérature anglaise à l'Université de Haïfa. Ses recherches se situent à l'intersection de la littérature, du droit, de la culture et de l'histoire. Ces jours-ci, elle s'intéresse aux implications politiques de l'implication ou de la complicité involontaire – la question de la « complicité ». C'est sur ce sujet qu'Ayelet prendra la parole aujourd'hui. Nous la remercions chaleureusement et nous réjouissons de l'écouter.

Intervention

Merci, Lior et Ido. Merci à toutes et à tous ici présents, et à ceux qui nous suivent habituellement. Je vais être brève dans mes remerciements, car, comme d'habitude, j'ai beaucoup de choses à dire. Je vais donc commencer directement. Je souhaite montrer d'abord une image. Lors d'une grande manifestation à Sakhnin, il y a environ un mois et demi, j'ai photographié une femme palestinienne tenant une pancarte qui proclamait : « Le silence est complicité – Parlez pour Gaza ! ». À certains égards, il me semble que nous sommes tous ici à cause de cet appel. Nous sommes ici pour briser le lourd nuage de silence qui plane sur ce qui se fait en notre nom et par nos mains à Gaza. Ce nuage recouvre nos médias, notre société, nos universités, nos systèmes de santé et juridiques, ainsi que nos manifestations et notre opposition au gouvernement. Nous avons beaucoup parlé du silence à *Eyes on Gaza*. Aujourd'hui, je veux m'attarder sur la question de la complicité, un terme qui n'a pas d'équivalent en hébreu mais que l'on entend de plus en plus. La complicité vient du latin *complicare*, « être plié avec ». Autrement dit, elle désigne une situation où l'on ne commet pas nécessairement un acte mauvais de manière active ou intentionnelle, mais où l'on est pris dans ce mal par un partenariat structurel, par l'appartenance à un collectif.

Nous sommes complices de diverses injustices en tant que citoyens, contribuables, utilisateurs des ressources de la planète, détenteurs de privilèges ou bénéficiaires d'injustices héritées du passé. Par exemple, suis-je complice si j'hérite d'un appartement acheté ou donné à mon grand-père après l'expulsion ou la dépossession d'autrui ? Mon université a-t-elle prospéré grâce aux fonds de propriétaires d'esclaves ou de négociants en esclaves ? De nombreuses universités aux États-Unis et au Royaume-Uni se posent cette question. Ou plus simplement : suis-je complice parce que j'ai eu la chance de naître du côté privilégié du capitalisme ?

À première vue, le discours sur la complicité est important car – comme le suggère la pancarte que j'ai montrée – il nous pousse à agir. Pour me distancier de ma complicité, je dois agir, parler, manifester, me libérer et me déconnecter. Ainsi, certaines organisations juives américaines prônant le « NOT IN MY NAME », cherchent à rompre le lien par lequel l'État d'Israël les « plie » à ses actes d'occupation, de dépossession et de crimes de guerre, sous prétexte d'agir au nom du

judaïsme ou des Juifs dans le monde, ou contre l'antisémitisme, réel ou fabriqué. Il en va de même pour ceux qui quittent Israël pour refuser d'être partie prenante de ces injustices, ou pour ceux qui déclarent : « Je ne suis pas mon gouvernement », phrase qui a récemment circulé sur Facebook. Le problème, bien sûr, est que ceux qui quittent Israël purifient leur conscience, mais ne résolvent pas l'injustice. Les habitants de Gaza continuent d'être tués et de mourir de faim à un rythme incompréhensible, même si « je ne suis pas mon gouvernement ». Les otages, israéliens et palestiniens, restent détenus dans des tunnels et des cellules, et le nettoyage ethnique dans la bande de Gaza et en Cisjordanie s'accélère.

Un autre problème du discours sur la complicité est qu'il tend rapidement à devenir un discours sur la pureté morale. Le monde se divise alors en deux : les complices, les mauvais, et les non complices, les bons, ceux qui sont « du bon côté de l'histoire ». Ce discours se concentre sur la moralité des auteurs plutôt que sur l'injustice elle-même – c'est-à-dire sur l'arrêt du génocide.

Je propose de considérer la complicité comme une question politique : « Que dois-je faire ? », plutôt que comme une question morale : « Suis-je du côté des bons ou des mauvais ? ». Par exemple, en tant qu'Israélienne, je suis née du mauvais côté de l'histoire, et il semble que j'y mourrai aussi. Ce sont les cartes que j'ai reçues, et elles m'ont aussi accordé d'importants privilèges. Après avoir dépassé la dépression liée à ce constat, la vraie question politique surgit : étant condamnée à vivre ma vie du mauvais côté de l'histoire, que faire de toutes ces années, de toute cette vie ?

Ma réponse n'est pas nihiliste. Je ne crois pas que si nous sommes tous complices, il n'y a rien à faire. Mais je ne veux pas non plus générer une culpabilité paralysante. Au contraire, je soutiens que la difficulté de la complicité – le fait qu'elle soit entremêlée et inextricable – est aussi sa force. J'essaie d'utiliser ma complicité dans mes recherches et mon activisme comme outil politique, pour comprendre comment et où agir pour réduire les injustices dans lesquelles je suis impliquée, et non pour m'extraire de notre responsabilité partagée. Cela exige observation et apprentissage, « rester avec le problème », comme le dit Donna Haraway. Rester avec ce qui est difficile, ce que nous ne pouvons ni résoudre ni effacer. Au lieu de fuir ou de réprimer, nous devons poser notre regard sur ces réalités – comme nous faisons à *Eyes on Gaza* – et apprendre leur fonctionnement, non pas comme quelque chose d'extérieur à nous, mais comme quelque chose dans lequel nous sommes pris. Je crois que notre implication contient les voies par lesquelles nous pouvons agir, et que c'est la meilleure manière d'augmenter le bien et la justice dans le monde.

Je terminerai par deux exemples. En tant qu'universitaires, nous sommes aussi complices des injustices de l'université. Comme l'État, elle exerce un immense pouvoir pour nous maintenir dans un état permanent de choc, de traumatisme, d'impuissance et de profonde tristesse. Nous essayons de survivre et de protéger ce qui nous est cher, et nous nous soumettons ainsi, sans le vouloir, à une réalité qui semble inévitable. Mais nous avons du pouvoir. La société israélienne nous confère d'énormes privilèges : nos postes permanents. Si nous les utilisons seulement pour préserver notre pouvoir et statut personnels, nous péchons contre ceux qui nous ont donné cette position pour parler la vérité sans crainte. Nous devons donc utiliser nos postes pour contester le discours réducteur et silencieux, montrer qui il marginalise, délégitime et ce qu'il produit en termes de société et culture. Nous devons agir visiblement pour montrer à nos étudiants que nous les soutenons. La philosophe Charlotte Knowles souligne que nous ne sommes peut-être pas responsables de notre entrée dans la complicité, mais nous le sommes de l'accepter comme seule possibilité et de ne pas nous préparer activement à ce que les choses puissent être autrement.

Enfin, nous, Israéliens, parlons sans cesse de la sacralité de la vie, mais en pratique nous la vénérons de manière sélective : toujours divisée en deux : nous et eux. Cette sélection, cette sélectivité, efface notre humanité et nous conduit à considérer la vie comme moins précieuse. Ainsi, le combat pour la vie de nos otages se dévalue lorsqu'il exclut les autres. Une société qui a endurci son cœur face aux morts de dizaines de milliers de Gazaouis découvre avec stupeur que la vie de ses propres citoyens a aussi perdu de sa valeur. Nous sommes devenus tous des victimes potentielles sur l'autel de l'agression, du militarisme, de la fierté nationale et de la sanctification de la terre.

Pourtant, il est possible d'imaginer – et certains l'exigent – une lutte pour le retour des otages et la chute du gouvernement qui place toutes les vies, entre le Jourdain et la mer, sur un pied d'égalité, au centre de l'attention. Parler de la vie comme valeur suprême est facile ; comprendre que ce n'est pas un slogan vide ni un kitsch de mort exige un changement profond de conscience et une action politique constante. Du slogan « Not in my name » au slogan « Yes in my name, and therefore I must resist ! », nous espérons développer ici cette réflexion et en faire notre action politique. C'est crucial, terriblement difficile, mais nous n'avons pas d'autre choix.

Merci.